



L'argumentation des groupes de pères séparés et divorcés renforce-t-elle le pouvoir et le contrôle sur les femmes ?

Gwénola Sueur

► To cite this version:

Gwénola Sueur. L'argumentation des groupes de pères séparés et divorcés renforce-t-elle le pouvoir et le contrôle sur les femmes ?. Centre Hubertine Auclert, 2019, Actes du colloque " Égalité Femmes-Hommes : levons les freins ! " 3 décembre 2018, p. 12-20. <hal-04915537>

HAL Id: hal-04915537

<https://hal.science/hal-04915537v1>

Submitted on 27 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

L'ARGUMENTATION DES GROUPES DE PÈRES SÉPARÉS ET DIVORCÉS RENFORCE-T-ELLE LE POUVOIR ET LE CONTRÔLE SUR LES FEMMES ?

6 SUEUR Gwénola, « *Je vous rendrai les enfants quand ma femme viendra se faire tuer* », *Cestas: la construction d'un mythe comme stratégie d'occultation de la violence masculine*, communication au Congrès International des Recherches Féministes dans la Francophonie, Nanterre, 29 août 2018.

7 Pierre-Guillaume Prigent est doctorant en sociologie au Laboratoire d'études et de recherche en sociologie (Labers), à l'Université de Bretagne Occidentale. Sa thèse, commencée en 2015 sous la direction d'Arlette Gautier et de Patrizia Romito, porte sur *Les violences masculines contre les mères séparées et leurs enfants*.

8 ROMITO Patrizia, *Occulter la violence patriarcale envers les femmes: nouvelles stratégies*, communication au Congrès International des Recherches Féministes dans la Francophonie, Nanterre, 29 août 2018.

9 ROMITO Patrizia, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Syllepse, coll. « Nouvelles Questions Féministes », 2006, p. 79.

10 DEKERESDY Walter S. et SCHWARTZ Martin D., *Male Peer Support and Violence Against Women: The History and Verification of a Theory*, Northeastern University Press, series Northeastern Series on Gender, Crime, and Law, 2013.

Gwénola SUEUR,

Co-fondatrice du réseau international des mères en lutte

Avertissement : Cette communication ne concerne pas tous les pères, ni tous les activistes. En outre les propos et les actions des uns n'engagent pas la responsabilité de tous. Je remercie Pierre-Guillaume Prigent pour sa relecture et son soutien.

Dans cette communication, je me focaliserai sur le mouvement des intérêts des pères divorcés et séparés, notamment en France. Leur critique des tribunaux de la famille, où ils s'estiment lésés, et la réappropriation des discours autour de l'égalité parentale constituent les vecteurs privilégiés de ce lobby. Ils agissent au nom de « la cause des pères », de la « co-parentalité » ou déclarent combattre « l'exclusion parentale » par la promotion de théories anti-victimaires comme le syndrome d'aliénation parentale. J'analyserai certaines de leurs stratégies d'occultation de la violence, comment elles pourraient permettre le continuum et le maintien du rapport d'appropriation des femmes et des enfants. Après avoir mis en lumière certaines de leurs actions et leurs conséquences, j'aborderai enfin la résistance féministe à ce mouvement social.

Le corpus est constitué d'une partie de mon travail de recherche sur le forcené de Cestas et la période de germination des groupes de pères séparés et divorcés en France⁶. J'y ai ajouté 25 numéros de *SOS Papa magazine* (entre 1991 et 2006) que j'ai complétés par des communiqués de presse et des newsletters publiés ces quatre dernières années. J'ai mobilisé d'autre part des sources que nous avons exploitées, avec le

sociologue Pierre-Guillaume Prigent⁷, lors de nos communications en 2017 et 2018. Pour l'analyse des documents, je m'appuie principalement sur la méthode de Patrizia Romito pour identifier les stratégies et tactiques d'occultation de la violence masculine. Elle dénombre plusieurs tactiques : l'euphémisation de la violence, la déshumanisation et la culpabilisation des victimes, la psychologisation des individus, la naturalisation des comportements, la distinction des différentes formes de violence pour les séparer, le racisme, l'attaque contre les victimes, les groupes pour hommes violents et l'usage des statistiques⁸. Dans *Un Silence de mortes*, elle explique que les tactiques d'occultation sont associées également à des stratégies. Par stratégie, elle entend « un ensemble de manœuvres élaborées et complexes, de méthodes globales destinées à occulter les violences masculines et à perpétuer le statu quo, les privilèges et la domination des hommes⁹ ». Elle en désigne deux majeures : le déni et la légitimation. Il me semble également pertinent d'utiliser le concept de « Male Peer Support » du chercheur américain Walter DeKeseredy¹⁰. Cette théorie popularise en effet l'idée que certains groupes de pairs, composés exclusivement d'hommes justifient, encouragent et soutiennent la violence faite aux femmes. Enfin, mon analyse s'appuie sur les apports de la théorie du sexage de Colette Guillaumin. Elle écrit par exemple que « Les enfants restent [...] un très puissant outil de chantage en cas de désaccord conjugal : c'est leur possession que revendiquent les hommes, et non leur charge matérielle, qu'ils s'empressent de confier à une autre femme (mère, domestique, épouse ou compagne) selon la règle qui veut que les possessions des dominants soient entretenues matériel-

lement par une (ou des) possession [de ces] mêmes [dominants]¹¹ ». Pour terminer sur la méthodologie, je pense qu'il est nécessaire à la compréhension des stratégies de préciser ce que sont les violences post-séparation. « Il s'agit d'un ensemble de comportements, caractérisé par la volonté de domination et de contrôle d'un partenaire sur l'autre, qui peuvent inclure brutalités physiques et sexuelles, abus psychologiques, menaces, contrôles, grande jalousie, isolement de la femme ainsi que l'utilisation des enfants à ces fins, par exemple, en les contraignant à espionner leur mère ou en menaçant la conjointe de lui enlever les enfants – et même de les tuer – en cas de séparation ». Patrizia Romito précise que les motivations à ces violences sont les suivantes : les représailles et la vengeance, le rétablissement de la situation de pouvoir et de contrôle, la tentative de forcer une réconciliation¹².

En France je distingue, pour le moment, quatre phases au mouvement des intérêts des pères séparés et divorcés : la germination dans les années 1969 à 1975, l'émergence et la consolidation des années 1975 à 2000, l'institutionnalisation des années 2000. À partir de 2013 a lieu un renouveau du mouvement avec le « Printemps des pères¹³ » mais aussi une meilleure coordination des résistances féministes. L'association DIDHEM (Défense des Intérêts des Divorcés Hommes et de leurs Enfants Mineurs) est créée fin 1969 par Marc Droulez. Une première scission donne naissance au Mouvement de la Condition Masculine et Paternelle en 1974. La Condition masculine-soutien de l'enfance est fondée à l'instigation d'Antoine Leenhardt suite à une nouvelle scission en 1975 du MCMP. La Fédération des Mouvements de la Condition Masculine et Paternelle est créée en 1977 (elle devient une fédération en 1983). Michel Thizon fonde SOS Papa en août 1990. En 2000, il existe à minima vingt-cinq associations officielles.

L'identité collective des groupes de pères se construit autour de l'héroïsation de certains de leurs membres (ce qui n'est pas propre à ce mouvement) conjuguée à la mise en avant de leur souffrance. Philippe Veyssset, militant historique, dans un « Hommage aux héros perchés », écrit : « Ils ont connu la souffrance indicible de se trouver un jour privés de leurs enfants, sans motif, avec l'aval de la société.

[...] Ils se sont levés, ont escaladé des édifices imposants, y demeurant parfois plusieurs jours et plusieurs nuits, au risque de leur santé, de leur sécurité, parfois de leur vie. De là-haut, du plus fort qu'ils le pouvaient, ils ont dénoncé l'injustice¹⁴ ».

L'acte fondateur des associations de pères séparés et divorcés en France est un double filicide. Dans un compte rendu de 2015, Philippe Veyssset associe la prise d'otages de Cestas, près de Bordeaux, au « combat des pères amorcé il y a plus de 45 ans¹⁵ ». Cette prise d'otage de 15 jours, couverte par la presse du monde entier, s'est achevée le 17 février 1969 par l'assassinat de deux enfants, Aline et Francis par leur père, André Fourquet, qui s'est ensuite suicidé¹⁶. Cet homme violent s'opposait à la décision de justice, prise lors de son incarcération, de confier la garde des enfants à leur mère, Micheline Berton. En 1975 le journaliste Patrick Séry, dans un article intitulé *La révolte des pères divorcés*, fait référence à Cestas, puis ajoute : « À Metz, un professeur de maths tue son fils de six ans puis se suicide. [...] Ce [père] "martyr" du divorce a eu droit à une minute de silence, l'autre jour, lors de la conférence de presse annonçant la fondation du Mouvement de la Condition Masculine et Paternelle (MCMP)¹⁷ ». Philippe Veyssset déclare début 2000 que Cestas inaugure « une longue série, car on compte d'ores et déjà de nombreux drames de même nature¹⁸ ».

La diffusion d'informations concernant les filicides paternels perdure ces dernières années. Dans un communiqué de presse de SOS Papa du 16 janvier 2015, les signataires (SOS Papa, SVP Papa, I comme identité, Collectif Osons l'égalité parentale) publient en effet un extrait de la lettre d'adieu d'un de leurs membres¹⁹, qui a tué son enfant en se jetant sous un train avec lui. Cet homme souhaitait que sa lettre soit diffusée, après leur mort : « Envoie ce courrier aux Médias aux politiques, à la terre entière ». L'extrait sélectionné par le communiqué unitaire est une légitimation de l'acte meurtrier : « Je quitte ce monde aujourd'hui avec mon fils car nous vivons dans une société sclérosée où une femme a le droit de donner la vie sans la moindre retenue ou garde fou puis de prendre son enfant et sa vie à un homme et ce avec l'appui de la justice. Je ne souhaite plus vivre dans ce monde et ne souhaite pas que mon fils grandisse dans un monde pareil²⁰ ».

11 GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-femmes, 1992, p. 22.

12 ROMITO Patrizia, « Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants », *La revue internationale de l'éducation familiale*, Vol. 1, n° 29, 2011, p. 92.

13 *Le Printemps des pères* est le nom donné au mouvement par les activistes, le terme apparaît en 2012.

14 VEYSSET Philippe, Hommage aux héros perchés. Repéré à <http://la-cause-des-hommes.com/spip.php?article400> (consulté le 15 novembre 2018), repéré auparavant à <http://www.lagrujaune.fr/39+les-heros-perches.html> (consulté le 29 mai 2017, il n'est plus en ligne).

15 VEYSSET Philippe, Loi Famille APIE. Entrevue au Secrétariat d'état à la Famille. Propositions d'amendements. Repéré à <http://www.lagrujaune.fr/111+loi-famille-apie-entrevue-au-secretaire-detat-a-la-famille-propositions-damendement-juin-15.html> (consulté le 29 mai 2017, il n'est plus en ligne).

16 RIVIERE François-D, « *La France bouleversée par la tragédie de Cestas* », Sud-Ouest, n° 7614, 18 février 1969 ; SUEUR Gwénola, « *Je vous rendrai les enfants quand ma femme viendra se faire tuer* ». Cestas : la construction d'un mythe comme stratégie d'occultation de la violence masculine, op. cit. ; PRIGENT Pierre-Guillaume et SUEUR Gwénola, *Stratégies discursives et juridiques des groupes de pères séparés. L'expérience française*, in BARD Christine, BLAIS Mélissa et DUPUIS-DERI Francis (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Presses Universitaires de France, 2019.

17 SERY Patrick, « La révolte des pères divorcés », *Le Nouvel Observateur*, n° 548, 12 mai 1975, p. 56-57.

18 VEYSSET Philippe, *Conseils pratiques aux pères divorcés*, Paris, éditions Chiron, 2000, p. 24.

19 Par respect pour la famille je ne donnerai pas l'identité du père dans cette communication écrite.

20 SOS Papa, *Communiqué de presse unitaire*, 16 janvier 2015. Repéré à <http://paternet.fr/2015/01/16/encore-un-suicide-dun-pere-discrimine/> sous le titre *Encore un suicide d'un père discriminé* (consulté le 15 juillet 2018).

21 DUBE Myriam, «Le filicide commis par des hommes en contexte de séparation», *Chronique Féministe*, n° 116, Université des Femmes, Bruxelles, 2015, p. 19; à noter qu'en France nous n'avons pas de données précises sur le nombre d'enfants tués chaque année par leurs parents.

22 BROSSARD Louise, *Le discours masculiniste sur les violences faites aux femmes : une entreprise de banalisation de la domination masculine*, in BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, nouvelle édition revue et augmentée, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, coll. «Observatoire de l'antiféminisme», 2015, p. 136.

23 ROMITO Patrizia, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, op. cit., p. 171.

24 *SOS Papa magazine*, n° 2, avril 1991, p. 8; THIZON Michel, «Cruautés conjugales envers les hommes», *SOS Papa*, avril 2004. Repéré à <http://violence.morale.over-blog.com/article-cruautes-conjugales-envers-les-hommes-un-52317245.html> (consulté le 15 novembre 2018).

25 Le questionnaire a été envoyé à tous les Présidents de TGI et de cours d'appel en France et DOM (200 envois). En 6 mois il y eu seulement 7 réponses.

26 VERDIER Eric, *Suicide et exclusion parentale*, in TURSZA. A. et Ministère de la Santé et des Solidarités (dir.), *Violence et santé. Rapport préparatoire au plan national*, Paris, La Documentation française, 2005, p. 181-188.

27 SVP Papa, *Commémoration des Pères Suicidés*. Repéré à <http://svppapa.e-monsite.com/pages/peres-suicides/texte-commemoration-des-peres-suicides.html> (consulté le 15 juillet 2018).

28 DUPUIS-DÉRI Francis, *Le chant des vautours : de la récupération du suicide des hommes par les antiféministes*, in BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis (dir.), op. cit., p. 201-233.

29 FILLIOD-CHABAUD Aurélie, «L'antiféminisme d'État», GLAD! Repéré à <https://www.revue-glad.org/1005> (consulté le 21 novembre 2018).

Dans l'héroïsation des pères apparaît la victimisation. Présenter les pères filicides comme des martyrs nous renseigne sur la tactique de déresponsabilisation des hommes violents. Cette stratégie discursive pourrait être interprétée comme une menace à l'égard des femmes qui résisteraient au rétablissement de la situation de pouvoir et de contrôle. Myriam Dubé souligne à propos des filicides paternels dans un contexte de séparation que « dans bon nombre de ces cas, le motif du crime est [...] de l'ordre des représailles exercées envers l'ex-conjointe²¹ ». Invoquer la souffrance permet en outre d'étayer la thèse de la symétrie de la violence. « L'argument de la souffrance fait appel à la compassion. Il est en effet difficile d'y rester insensible » comme le souligne Louise Brossard²². Nous retrouvons cette thématique de la souffrance des pères dans les numéros de SOS Papa. Elle est reprise dans *Quels pères ? Quels fils ?* d'Évelyne Sullerot, marraine de l'association (« Les pères qui se sentent lésés, les pères qui souffrent, qui les écoute ? ») ou dans *Père manquant, fils manqué* du psychologue canadien Guy Corneau. Patrizia Romito précise que ce livre est « considéré comme la bible idéologique du mouvement²³ » masculiniste.

Le thème de la victimisation se retrouve aussi dans leur comptabilisation du nombre de pères qui se suicideraient chaque année. En 1991 SOS Papa magazine explique que « le système socio-judiciaire est un redoutable et efficace producteur d'orphelins » puis en 2004 Michel Thizon, président-fondateur de SOS Papa, culpabilise les femmes : « les cruautés subies par les hommes ne les conduisent pas, pour les plus horribles d'entre elles, à l'hôpital mais à la morgue après suicide²⁴ ». Eric Verdier, président de l'association Coparentalité réalise en 2005 une estimation du nombre de pères qui se suicideraient à partir des réponses reçues à l'envoi d'un questionnaire envoyé aux présidents de TGI et de cours d'appel en France et dans les DOM²⁵. Il se base sur la réponse d'une seule juge aux affaires familiales (elle estime 60 suicides parentaux pour 8 000 procédures, soit 1 décès pour 130 procédures) ce qui permet étonnamment ensuite d'extrapoler avec un chiffre de 1 000 pères par an²⁶ (nombre de procédures / 130 = nombre de pères qui se suicideraient). Un hommage aux pères suicidés, présentés comme victimes de l'injustice et des femmes, avait lieu chaque année en avril, organisé par l'association SVP Papa, au-

jourd'hui dissoute²⁷. Cette récupération des suicides, que nous retrouvons dans d'autres pays, est destinée vraisemblablement à symétriser ces décès face aux femmes tuées par leur conjoint ou ex-compagnon. Francis Dupuis-Déri explique que cette analyse laisse « entendre qu'une femme assassine un homme lorsqu'elle s'émancipe de sa relation avec lui²⁸ ».

À propos de la revendication du statut de victime, Aurélie Fillod-Chabaud souligne que

« LA RHÉTORIQUE DE LA VICTIMISATION PERMET À CES GROUPES D'AVOIR ACCÈS À UNE RECONNAISSANCE POLITIQUE. CETTE RECONNAISSANCE LÉGITIME DANS UN PREMIER TEMPS LES REVENDICATIONS ET LA « SOUFFRANCE » DES PÈRES [...] ET PERMET, DANS UN SECOND TEMPS DE LÉGITIMER LA LUTTE ENGAGÉE PAR CES PÈRES CONTRE LA PERTE DE PRIVILÈGES MASCULINS ENGENDRÉS NOTAMMENT PAR LES SÉPARATIONS CONJUGALES ».

L'identité collective des groupes de pères se construit également par l'emploi, par certains de leurs membres, d'un « jargon spécifique, antiféministe et misogyne³⁰ ». Le livre noir du divorce du DIDHEM se défend de « misogynisme », mais précise s'attaquer au « féminisme insidieux et totalitaire », puis à « la femme abusive », et accuse les pensions alimentaires d'entraîner un « parasitisme féminin ». La thèse de la coresponsabilité de la violence conjugale y est développée, les violences sont légitimées et résulteraient des provocations de la femme. Le divorce est qualifié de « parricide social » et de « malédiction jetée par la société démagogiquement féministe³¹ ». Des articles de SOS Papa magazine évoquent dès les premiers numéros l'« égocentrisme malsadif et vengeur » des mères ou le « génocide silencieux et perfide du père³² ». La situation des pères est présentée dans la contribution écrite de SOS Papa du 14 février 2000 (à la demande de la Direction des Affaires Civiles et du Sceau suite à son audition le 1^{er} mars 1999 par la Commission de la famille) comme : « le viol du Droit du Père d'aimer ses enfants [qui] ne peut être sans conséquence au niveau de la santé mentale ni du comportement citoyen en France³³ ».

Dans sa phase de consolidation le mouvement s'est cependant lancé dans une quête de respectabilité. Cela passe par la réappropriation du discours féministe de lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils défendent alors « l'égalité parentale », plutôt que le « droit des pères ». Les slogans phares de la Fédération des Mouvements de la Condition Paternelle, « À deux pour le faire, à deux pour l'élever », et de SOS Papa, « J'ai droit à mes deux parents », marquent les esprits (à noter que le slogan de SOS Papa était auparavant « J'ai droit à mon papa »). Des activistes cooptent uniquement le langage de l'égalité, phénomène rencontré dans d'autres pays. Par exemple Iman Karzabi, après avoir interviewé des membres de groupes de pères en Ukraine, souligne : « fathers' groups have adopted the language of gender equality but not the feminist spirit of equality³⁴ » (les groupes de pères ont adopté le langage de l'égalité de genre, mais pas l'esprit féministe de l'égalité). Il s'agit d'emprunter aux féministes des éléments de leur discours pour les retourner ensuite contre les femmes³⁵.

Cet effort de respectabilité est néanmoins balayé par de nouvelles associations comme SVP Papa³⁶, qui revendique un langage plus agressif, radicalement homophobe et anti-féministe³⁷ où les femmes sont qualifiées de « putes à Caf³⁸ ». En février 2013, Serge Charnay, un des hommes montés sur une grue à Nantes, membre de SVP Papa, justifie par la souffrance son vocable particulièrement sexiste : « Je pourrais penser à m'excuser pour tout ça c'est vrai, mais la douleur des papas est absolument terrible³⁹ ».

Dès leur création dans les années 70, les militants utilisent le droit pour défendre leurs intérêts financiers, pour réaffirmer leur contrôle sur leur ex-conjointe à travers la résidence des enfants et pour se défendre d'avoir exercé de la violence à leur encontre⁴⁰.

Le livre noir du divorce du DIDHEM « s'attache à proposer des modifications législatives et réglementaires⁴¹ ». La Fédération des Mouvements de la Condition Paternelle réalise des actions auprès des parlementaires lors des lois de 1987 et 1993 tandis que SOS Papa envoie dès le 20 septembre 1991 aux députés et sénateurs une proposition de modification des lois⁴².

30 PRIGENT Pierre-Guillaume et SUEUR Gwénola, *Stratégies discursives et juridiques des groupes de pères séparés. L'expérience française*, in BARD Christine, BLAIS Mélissa, DUPUIS-DERI Francis (dir.), *op. cit.*

31 DIDHEM, *Le livre noir du divorce*. De Thémis à Procuste, Presses jurassiennes, Chaville, 1973, 4^e de couverture, p. 15, p. 33 et 35.

32 « Interdiction d'aimer », *SOS Papa magazine*, n°1, janvier 1991, p. 6; THIZON Michel, « 20 ans de guerre des sexes », *SOS Papa magazine*, n°6, avril 1992, p. 3.

33 « La famille disloquée en l'an 2000. Analyses et propositions », *SOS Papa magazine*, n°37, mars 2000, p. 8.

34 KARZABI Iman, « Fathers' activism in Ukraine: Contradictory positions on gender equality », in FABIAN Katalin, KOROLCZUK Elzbieta (dir.), *Rebellious Parents: Parental Movements in Central-Eastern Europe and Russia*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2017, p. 192; référence citée par DUPUIS-DERI Francis, *La crise de la masculinité*, *op. cit.*, p. 260.

35 DEVREUX Anne-Marie, « "Le droit, c'est moi." Formes contemporaines de la lutte des hommes contre les femmes dans le domaine du droit », *Nouvelles questions féministes*, vol. 28, n°2, 2009, p. 36-51.

36 SVP Papa est créée en 2011. Le dernier président était Yann Vasseur.

37 Collectif Droits des Femmes 80, *Les associations de pères décryptées*, juin 2015. Repéré à <http://www.collectifdroitsdesfemmes.org/spip.php?article436> (consulté le 1^{er} novembre 2018).

38 La Caf : Caisse d'allocations familiales.

39 CHARNAY Serge, « Je pourrais m'excuser, mais la douleur des papas est terrible », *BFM TV*, 19 février 2013.

40 BLAIS Mélissa et DUPUIS-DERI Francis, *Introduction à la nouvelle édition*, in BLAIS et DUPUIS-DERI (dir.), *op. cit.*, p. 29; PRIGENT Pierre-Guillaume et SUEUR Gwénola, *Stratégies discursives et juridiques des groupes de pères séparés. L'expérience française*, in BARD Christine, BLAIS Mélissa, DUPUIS-DERI Francis (dir.), *op. cit.*

41 DIDHEM, *Le livre noir du divorce*, *op. cit.*, 4^e de couverture (note : des mots étaient en lettre capitale dans le texte).

42 La loi n° 87-570 du 27 juillet 1987 dite « loi Malhuret », supprime la notion de « garde de l'enfant » au profit de la « résidence habituelle » de l'enfant et de l'« exercice de l'autorité parentale ». Elle étend l'exercice de l'autorité parentale par les deux parents aux couples non mariés et aux couples divorcés ; la loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 consacre le principe général de la coparentalité ; *SOS Papa magazine*, n°4, octobre 1991, p. 3.

43 VOGEL Marie et VERJUS Anne, «Le(s) droit(s) des pères: des mobilisations pour une condition paternelle "choisie" ?», *Informations sociales*, vol. 176, n° 2, 2013, p.100-108.

44 Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale; «Loi Royal / SOS Papa promulguée le 4 mars 2002», *SOS Papa magazine*, n° 45, mars 2002, p. 16.

45 Affaires Familiales, *Doit-on condamner les parents séparés à résider dans la même « zone parentale » jusqu'à la majorité des enfants ?* Repéré à <https://affairesfamiliales.wordpress.com/2012/11/08/doit-on-condamner-les-parents-divorces-a-resider-dans-la-meme-zone-jusqua-la-majorite-des-enfants/> (consulté le 31 mai 2017).

46 DACS-DGCS, Rapport sur les réflexions du groupe de travail sur la coparentalité, Ministère de la Justice et Ministère des Affaires sociales et de la Santé, 2014, p. 20.

47 VEYSSET Philippe, *Conseils pratiques aux pères divorcés*, op. cit., p. 27.

48 PRIGENT Pierre-Guillaume et SUEUR Gwénola, Histoire et usage du syndrome d'aliénation parentale contre les mères séparées en France, communication au forum L'aliénation parentale: une menace pour les femmes et les féministes ?, UQAM, Montréal, 26 avril 2018.

49 THIZON Michel, «J'accuse», *SOS Papa magazine*, n° 3, juillet 1991, p. 2; THIZON Michel, «L'enfant, la famille et l'amour», *ibid*, p. 5.

50 «Le courrier des lecteurs», *SOS Papa magazine*, n° 4, octobre 1991, p. 8.

51 BONNET Catherine, *L'enfance muselée. Un médecin témoigne*, Bièges, éditions Thomas Mols, 2007, p.100-104; «Affaire Catherine Bonnet. Réactions virulentes à la condamnation de la pédopsychiatre et campagne de désinformation», *SOS Papa magazine*, n° 36, décembre 1999, p.8.

52 15 associations de parents portent plainte contre Laurence Rossignol, 11 avril 2017. Repéré à <http://jm2p.e-monsite.com/pages/jm2p-reagit-suite-a-une-declaration-de-laurence-rossignol.html> (consulté le 4 janvier 2019).

Anne Verjus et Marie Vogel expliquent que

« LES REVENDICATIONS DES ASSOCIATIONS DE PÈRES, CONCENTRÉES DANS LES ANNÉES 1980 SUR LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES DU DIVORCE ET LA REVENDICATION DE L'EXERCICE CONJOINT DE L'AUTORITÉ PARENTALE, SE SONT DÉPLACÉES DANS LES ANNÉES 1990 SUR LA QUESTION DES CONDITIONS CONCRÈTES DE L'ACCÈS À L'ENFANT » PUIS SE CRISTALLISENT « SUR LA QUESTION DU PARTAGE DE LA RÉSIDENCE »⁴³.

Ils militent après la loi du 4 mars 2002, dont SOS Papa revendique la paternité⁴⁴, pour prioriser la résidence alternée au nom des hommes qui n'arrivent pas à l'imposer à leur ex-conjointe. Des activistes insistent notamment sur le fait que les mères ne doivent pas pouvoir s'éloigner géographiquement après la séparation. Le site Affaires Familiales réclame ainsi une « zone parentale » restreinte où « les couples séparés ne doivent pas s'éloigner l'un de l'autre à partir du moment où ils réclament tous deux la légitimité de l'exercice de l'autorité parentale⁴⁵ ». Le 8 juillet 2013, dans un groupe de travail sur la coparentalité organisé suite à l'action des « pères perchés » à Nantes, SOS Papa et SVP Papa vont plus loin. En effet, ils font valoir « que les violences conjugales ne devraient pas constituer un frein » à la mise en place d'une résidence alternée⁴⁶.

Parallèlement, ce lobby politique aspire à participer à « la pénalisation éventuelle des tenants les plus activistes du système⁴⁷ » qui discriminerait les pères. Il importe des théories anti-victimaires comme l'aliénation parentale et s'en prend, selon le contexte, à celles et ceux qui soutiennent les victimes⁴⁸. Michel Thizon accuse en juillet 1991 « le système socio-juridico-étatique [d'être] sous influence des lobbies du féminisme athée ». Puis, dans le même numéro de *SOS Papa magazine*, il explique que « tout affaiblissement abusif ou tentative d'affaiblissement d'un lien de l'enfant avec l'un de ses parents [...] devrait faire l'objet de mesures pénales sévères au titre de "crime psychologique contre un enfant"⁴⁹ ». Le numéro d'octobre de la même année ajoute qu'une « dangereuse perversion du

féminisme est vite apparue et [qu'] il existe un militantisme féministe déviant, sexiste à outrance, à caractère pathologique⁵⁰ ». À la fin des années 90, le Collectif des pères de Pontoise, associé à SOS Papa, cherche à obtenir des représailles envers des avocat-e-s et médecins, comme l'avocate Sylviane Mercier ou le Dr Catherine Bonnet⁵¹.

Des actions posent question aujourd'hui. Le 11 avril 2017, 15 associations portent plainte contre Laurence Rossignol pour « non respect des lois et complicité dans la maltraitance des enfants⁵² » suite à son positionnement sur le syndrome d'aliénation parentale, qu'elle déclare infondé scientifiquement. En novembre 2017 SOS Exclusion parentale, dans un communiqué de presse, reproche à la Fédération Nationale Solidarité Femmes de dénaturer la proposition de loi de Philippe Latombe sur la double domiciliation⁵³. La FNSF, qui gère le 3919, veille à protéger les femmes et les enfants de violences post-séparation⁵⁴. Plus récemment, le 12 juin 2018, une newsletter de SOS Papa, s'adressant aux adhérents, précise avoir « identifié prioritairement 2 noms d'avocates et 2 noms de psy ». Cette newsletter répond à un autre courrier en date du 10 avril 2018⁵⁵ et « qui avait pour but de constater si certaines pratiques particulièrement agressives d'avocats adverses, ou de médecins et psychologues, voir d'associations "de protection des mères", faisaient sortir à plusieurs reprises les mêmes noms ». À noter que l'un des deux pédopsychiatres mentionnés, Bernard Golse, était déjà « rejeté de manière catégorique par les associations de pères » lors du groupe de travail sur la coparentalité en 2013⁵⁶. Il est également cité sur le site de SVP Papa avec le magistrat Édouard Durand⁵⁷. Sommes-nous face au même phénomène décrit par Molly Dragiewicz dans *Equality with a Vengeance ?* Elle y examine les stratégies des groupes de défense des droits des pères aux États-Unis pour miner l'intervention des maisons d'hébergement et les services pour les victimes de violences conjugales⁵⁸. Le contrôle des femmes semble inévitablement passer par l'attaque de celles et ceux qui les soutiennent et des féministes qui luttent justement pour émanciper les femmes du contrôle des hommes. Avec Pierre-Guillaume Prigent nous finalisons un modèle⁵⁹ qui illustre le parallèle entre certaines revendications des groupes de pères séparés et divorcés et ce que veulent les hommes violents (maintenir le contrôle, exercer une coercition quand il y

a résistance au contrôle, assigner à résidence, interdire de déménager, réduire les victimes au silence). Evoquant les stratégies et tactiques d'occultation de la violence masculine Patrizia Romito précise cependant que « pour qu'il y ait "stratégie" il n'est pas nécessaire que ses acteurs agissent en toute conscience du but poursuivi⁶⁰ ».

Les stratégies du mouvement des intérêts des pères séparés et divorcés favorisent pour de nombreuses et nombreux chercheur-e-s l'invisibilisation des violences post-séparation⁶¹. Au Canada Mélissa Blais et Isabelle Côté, dans leurs thèses de doctorat respectives, montrent comment ces dernières années les pratiques des féministes et des intervenantes dans les maisons d'hébergement doivent s'adapter aux discours antiféministes⁶². En France des associations ont illustré les difficultés à protéger les femmes et les enfants, après la séparation, lors de plusieurs rapports envoyés au Grevio⁶³. Il s'avère nécessaire d'envisager une résistance efficace à ce backlash⁶⁴.

Il est à souligner que la presse, qui reflète les normes dominantes, peut véhiculer des discours qui occultent et minimisent la violence masculine. Ainsi, après une analyse d'un premier corpus d'articles de presse couvrant la prise d'otages de Cestas en France en 1969, j'y retrouve de nombreuses tactiques et stratégies d'occultation déresponsabilisant l'assassin, blâmant la mère et accusant la justice. Des féministes vont intervenir pour dénoncer le traitement de l'affaire par les médias. Le groupe Féminin Masculin Avenir⁶⁵ va envoyer en avril 1969 un courrier à la rédaction du Nouvel Observateur. Le FMA y souligne que « Cestas a révélé une faille grave dans la presse de gauche », que « son radicalisme politique s'accommode curieusement d'attitudes patriarcales » et qu'il « serait temps de s'interroger sur les raisons du refus de considérer la famille comme un phénomène politique ».

Quelques années plus tard, Dominique Frischer, après une analyse des productions médiatiques entre 1986 et 1996, souligne qu'ils « accueillent à bras ouverts ceux qui brandissent l'étendard de la révolte contre la victimisation des hommes⁶⁶ ». En 2013, lors du Printemps des pères, les médias sont d'abord bienveillants à l'égard des « perchés » pourtant parfois condamnés pour des faits de violences. Lors de l'occupation le 20 décembre 2013 par des activistes (dont un homme condamné pour violences conjugales) du clocher d'une

53 SOS Exclusion Parentale, novembre 2017. Repéré à <http://paternet.fr/2017/11/03/communiquede-presse-de-sos-exclusion-parentale-2/> (consulté le 1^{er} novembre 2018).

54 FNSF, 2 novembre 2017. Repéré à <https://www.sosfemmes.org/sites/default/files/current/FNSF-loi-principe%20de%20garde%20altern%C3%A9e.pdf> (consulté le 1^{er} novembre 2018); le 3919 Violences Femmes Info est le numéro d'écoute national destiné aux femmes victimes de violences, à leur entourage et aux professionnels concernés.

55 SOS Papa, *Newsletter*, 12 juin 2018. Repéré à <http://paternet.fr/2018/06/12/revue-de-presse-du-12-juin-2018/> (consulté le 4 janvier 2019); SOS Papa, *Newsletter*, 10 avril 2018. Repéré à <http://paternet.fr/2018/04/10/votre-participation-urgente-pour-une-action-importante/> (consulté le 4 janvier 2019).

56 DACS-DGCS, *Rapport sur les réflexions du groupe de travail sur la coparentalité*, op. cit., p. 70.

57 SVP Papa, *La Waihm présentation*. Repéré à <http://svppapa.e-monsite.com/pages/la-waihm-c-est-la-haine/la-waihm-c-est-la-haine.html> (consulté le 4 janvier 2019).

58 DRAGIEWICZ Molly, *Equality with a Vengeance: Men's Rights Groups, Battered Women, and Antifeminist Backlash*, New England Gender, Crime & Law, Northeastern University Press, 2011.

59 PRIGENT Pierre-Guillaume et SUEUR Gwénola, *Violences post-séparation et complicité institutionnelle avec l'agresseur en France*, séminaire « Violences et oppression des femmes: stratégies des institutions et revendications féministes », *Pensées Féministes*, Université des Femmes, Bruxelles, à paraître.

60 ROMITO Patrizia, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, op. cit., p. 80.

61 ROMITO Patrizia, « Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants », *La revue internationale de l'éducation familiale*, op. cit.; voir aussi LEPORT Édouard, CÔTE Isabelle et LAPIERRE Simon, ANDRIAMANDROSO Hanitra in BARD Christine, BLAIS Mélissa, DUPUIS-DERI Francis (dir.) *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, op. cit.

62 BLAIS Mélissa, *Masculinisme et violences contre les femmes: une analyse des effets du contremouvement antiféministe sur le mouvement féministe Québécois*. Montréal, Canada, Université du Québec à Montréal, doctorat en sociologie, juin 2018; BLAIS Mélissa, *Effets des tactiques antiféministes*

après des institutions œuvrant contre les violences faites aux femmes. Le cas du Québec, in BARD Christine, BLAIS Mélissa, DUPUIS-DERI Francis (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, op. cit.; CÔTE Isabelle, *Les pratiques en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale: 40 ans d'histoire*, coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales », Presses de l'Université du Québec, Québec, 2018, p. 32-36 et p. 82-93.

63 Le GREVIO est l'organe spécialisé indépendant qui est chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique; rapports des associations repérés à <https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/france> (consultés le 8 novembre 2018).

64 LAVOIE Josiane, « L'activisme juridique, le divorce et la garde des enfants: backlash sur les gains essentiels du mouvement féministe », in BLAIS Mélissa et DUPUIS-DERI Francis (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec*, op. cit., p. 251-266.

65 Le FMA est le groupe Féminin Masculin Avenir. Il s'est constitué dès l'automne 1967. Il a participé aux événements de mai 68, devenant alors Féminisme Marxisme Action. Il s'est ensuite dissous dans le Mouvement de Libération des Femmes en 1970.

66 FRISCHER Dominique, *La revanche des misogynes. Où en sont les femmes après trente ans de féminisme ?*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 65.

67 CROZIER Jean, « Bastia (Haute-Corse): quatre pères dans un clocher alertent sur le sort des "papas en souffrance" », *FR3 Corse*, 21 décembre 2013. Repéré à <https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/2013/12/21/bastia-haute-corse-un-pere-desespere-occupe-le-clocher-d-une-eglise-382153.html> (consulté le 1^{er} novembre 2018).

68 RAVIX Anna, « Les associations de pères sont-elles masculinistes ou paritaires ? », *TV5 Monde*, 21 février 2018. Repéré à <https://information.tv5monde.com/terriennes/les-associations-de-peres-sont-elles-masculinistes-ou-paritaires-2870> (consulté le 3 novembre 2018).

69 DUPUIS-DÉRI Francis, *La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal, éditions du remue-ménage, coll. « Observatoire de l'antiféminisme », 2018, p. 136.

70 BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, op. cit., p. 16 et 29.

71 BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis, *Conclusion. Le masculinisme comme mécanisme de contrôle des femmes*, in BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis (dir.), op. cit., p. 302.

72 THIERS-VIDAL Léo, *Rupture anarchiste et trahison pro-féministe. Écrits et échanges de Léo Thiers-Vidal*, Lyon, Bambule, 2013, p. 151.

73 LAMY Stephanie, *Contre la narrative masculiniste dans le domaine numérique: insurrection en territoire hostile*, communication lors des journées d'étude Médias. Repéré à <https://boadiceenne.wordpress.com/2016/05/04/contre-la-narrative-masculiniste-dans-le-domaine-du-numerique/> (consulté le 4 janvier 2019).

74 JEAN Patric, @AssembléeNat: stop à la résidence alternée par défaut, 2013. Repéré à <https://www.change.org/p/assembleenat-stop-%C3%A0-la-r%C3%A9sidence-altern%C3%A9e-par-d%C3%A9faut> (consulté le 1^{er} novembre 2018).

église à Bastia, l'article de Jean Crozier titre sur la souffrance des pères et met à la une la banderole antiféministe des militants qui légitime leurs actions: « La justice travestit les faits. Le féminisme tue nos enfants et la démocratie⁶⁷ ».

En réaction aux actions du Printemps des pères, des alliances se nouent entre des associations et collectifs (Fédération Nationale Solidarité Femmes, Osez le féminisme, SOS les Mamans, puis Abandon de famille...) afin de souligner les risques de perpétuation des violences que certaines revendications des groupes de pères entraîneraient, après la séparation. On parle alors de mouvement masculiniste⁶⁸. Francis Dupuis-Déri classe en effet les groupes de défense des intérêts des pères divorcés et séparés parmi les cinq tendances masculinistes qui vont se consolider dans les années 90 (les quatre autres étant les groupes des Nouveaux guerriers qui proposent aux hommes de (re) découvrir leur « guerrier intérieur », les groupes de défense des droits et de la santé des hommes, les groupes conservateurs et religieux de refondation de la famille, la communauté des artistes séducteurs qui revendiquent l'accès à la sexualité des femmes à volonté⁶⁹). Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri précisent que le « masculinisme est avant tout une forme particulière d'antiféminisme », les groupes de pères séparés et divorcés constituant « le fer de lance du militantisme masculiniste⁷⁰ ». Illes considèrent d'autre part que « le masculinisme est une formidable machine de guerre contre le féminisme⁷¹ ». Léo Thiers-Vidal donne une définition plus générale mais néanmoins pertinente du masculinisme :

« LE MASCULINISME CONSISTE À PRODUIRE OU REPRODUIRE DES PRATIQUES D'OPPRESSION ENVERS LES FEMMES – QUEL QUE SOIT LE DOMAINE D'ACTION – ET CE À PARTIR DE LA MASCULINITÉ, LA POSITION VÉCUE DE DOMINATION SELON L'AXE DE GENRE⁷² ».

Des groupes de veille et d'échange sont créés en France pour suivre l'activité de cette nébuleuse, afin de proposer une contre-narrative⁷³. Ces fronts communs fonctionnent bien contre les assauts à l'encontre des droits

des femmes et des enfants lors des différents amendements ou propositions de loi visant à prioriser la résidence alternée, la double domiciliation, l'intégration de l'aliénation parentale dans la loi⁷⁴ ou lors de la publication d'un rapport de France Stratégie en 2015. Ce rapport estime à tort que les pères sont davantage lésés au niveau économique après une séparation que les mères⁷⁵.

Cette résistance à la rhétorique masculiniste peut s'appuyer sur les travaux des chercheur-e-s canadien-ne-s et français-es, mais également sur des outils comme le livre *Contre le masculinisme* du Collectif Stop Masculinisme, le livret *Les associations de pères décryptées* du Collectif Droits des Femmes 80 (affilié au Collectif National Droits des Femmes) ou le Manuel de résistance féministe de Marie-Eve Surprenant⁷⁶. Ces différents ouvrages doivent certainement être réactualisés, puisque les discours et les stratégies se transforment, ce que les interventions lors du forum sur l'aliénation parentale à Montréal à l'UQAM le 26 avril 2018 soulignent⁷⁷.

Internet, ces dernières années, a joué un rôle clé dans la multiplication des groupes de pères en facilitant la communication entre eux, également d'un pays à l'autre, ainsi que la médiatisation de leurs revendications. Ces groupes d'hommes sur Internet, qui ne sont pas forcément membres d'associations, sont de véritables courroies de soutien aux pairs masculins. Ils permettent aux hommes violents qui s'y inscrivent d'apprendre à utiliser la loi pour maintenir et approfondir le contrôle des femmes. D'autre part, Internet simplifie le lobbying auprès des parlementaires et des médias. Les activistes mobilisent notamment les techniques, comme l'« astroturfing »⁷⁸, permettant de simuler de manière artificielle l'activité d'un mouvement important afin d'influencer l'opinion publique et d'en masquer l'origine. Il est en effet aisé de créer plusieurs adresses mails et pseudonymes pour inonder les commentaires sous les articles de presse de revendications, pour saboter les enquêtes en ligne mais aussi harceler les opposant-e-s. En désactivant les cookies, il est possible de voter plusieurs fois à un sondage ou une consultation en ligne. Ces groupes d'hommes sur Internet, qui ne sont pas nécessairement affiliés à des structures officielles, diffusent aussi des appels à témoigner des journalistes.

Le Fil d'Ariane des parents, créé par SOS Papa, permet d'envoyer des mails aux parlementaires et canalise le contenu des courriers

à l'aide d'un argumentaire pré-rédigé⁷⁹. Les thématiques proposées sont notamment des demandes de soutien à l'Assemblée Nationale, des informations sur le lien entre la justice et la dégradation de la paternité, la séparation et le suicide de pères, les violences au sein du couple. Récemment des activistes, comprenant des associations aussi surprenantes que Le Merle ou l'institut Bruno Comby, ont persuadé des parlementaires d'appuyer leurs revendications⁸⁰. Des députés ont ainsi repris l'argumentaire envoyé par mail le 12 novembre 2018 pour rédiger l'amendement n° 1516⁸¹. Déposé à l'Assemblée Nationale le 15 novembre, il vise à prioriser la résidence alternée. Ce qu'ils estiment être la cause du suicide des pères est une fois encore mobilisée : « La violation du principe de coparentalité instauré par vos collègues de 2002 provoque annuellement *in fine* : plus de 1 000 suicides de parents et donc 2 000 orphelins ». Il est à souligner qu'en annexe 2 du courrier, l'estimation devient « 1 300 suicides par an de pères passés sous silence ». Cette instrumentalisation des décès en contexte de séparation avait déjà fonctionné en janvier 2006. Le sénateur Alain Gournac déclarait lors d'une audition d'SOS Papa « que certains pères allaient jusqu'à se suicider de désespoir en raison de la souffrance due à la séparation d'avec leurs enfants, la justice privilégiant souvent le choix de la mère pour la garde des enfants⁸² ». Les activistes s'appuient d'autre part sur le sondage en ligne de M6 du 19 février 2013, qui n'a aucune valeur puisqu'il était possible de voter plusieurs fois et qu'il suivait l'action spectaculaire des pères perchés à Nantes. Enfin, le courrier utilise de manière erronée des statistiques existantes. Ils extrapolent un chiffre de 75 % de pères lésés alors qu'il s'agit de moins de 2,6 % d'hommes qui ne peuvent imposer une résidence alternée, les juges aux affaires familiales statuant en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant⁸⁴. D'après le rapport de Maud Guilloneau et Caroline Moreau sur l'ensemble des procédures 10 % des parents sont en désaccord sur la résidence de leurs enfants. Les juges aux affaires familiales fixent par ailleurs deux fois plus de résidence chez le père dans les cas de désaccord que dans les cas d'accord entre parents⁸⁵.

La nécessité pour la France de respecter la Convention d'Istanbul va probablement forcer les activistes des intérêts des pères séparés et divorcés à modifier leur argumentation, renouveler ou cesser la stratégie discursive victimaire.

75 Collectif Onze, « L'appauvrissement des mères après une séparation n'est pas simulé! », *Le Monde*, 25 juin 2015. Repéré à https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/25/l-appauvrissement-des-meres-apres-une-separation-n-est-pas-simule_4661769_3232.html (consulté le 4 novembre 2018).

76 Collectif Stop Masculinisme, *Contre le masculinisme. Guide d'autodéfense intellectuelle*, Bambule, Lyon, 2013; Collectif Droits Des Femmes 80, *Les associations de pères décryptées, op. cit.*; SURPRENANT Marie-Eve, *Manuel de résistance féministe*, Montréal, les éditions du remue-ménage, 2015.

77 Le forum *L'aliénation parentale : une menace pour les femmes et les féministes ?* a eu lieu à l'UQAM à Montréal le 26 avril 2018. Il était organisé par FemAnVi, le RéQEF et l'IREF. Les capsules vidéos sont en ligne ici : <https://www.youtube.com/watch?v=bAnrMNY5hwQ>; COTE Isabelle et LAPIERRE Simon, avec la collaboration de DUPUIS-DERI Francis, *L'aliénation parentale : stratégie d'occultation de la violence conjugale ?*, février 2019. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs3623811> (consulté le 7 février 2019).

78 L'astrourfing : le sénateur Lloyd Bentsen (de l'État du Texas) utilise en 1986 par un jeu de mots le terme *astrourf* pour qualifier une campagne de communication. L'*AstroTurf* est un revêtement synthétique imitant presque à la perfection les terrains de jeu gazonnés utilisés pour les sports amateurs et professionnels. Le sénateur distingue les efforts de citoyens de type *grassroots movement* des efforts d'entreprises privées prétendant provenir de citoyens.

79 *Le fil d'Ariane des parents*. Repéré à <http://www.fildarianeparents.org/> (consulté le 1^{er} novembre 2018).

80 *Courrier de Dix-neuf Associations familiales et Collectifs*, 12 novembre 2018. Repéré à <http://www.g-e-s.fr/base-de-documentation/actions-en-cours/courrier-collectif-aux-deputes-12-novembre-2018/> (consulté le 20 novembre 2018).

81 Cet amendement a été retiré. Repéré à <http://www.assemblee-nationale.fr/15/amendements/1396/AN/1516.asp> (consulté le 20 novembre 2018).

82 Audition du 18 janvier 2006 à la Délégation aux droits des femmes de M. Alain Cazenave, président, accompagné de M. Gérard Révérend, membre de SOS Papa et de M. Stéphane Ditché, secrétaire général du Mouvement de la condition paternelle, *SOS Papa magazine*, n° 60, p. 15.

83 Ma communication ne nie pas que des femmes et des hommes puissent s'ôter la vie après une séparation; si vous avez besoin de parler de suicide, pour vous ou pour des proches, n'hésitez pas à contacter SOS Amitié, au 0972 39 40 50, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ou <https://www.sos-amitie.com/>.

84 GUILLONEAU Maud et MOREAU Caroline, *La résidence des enfants de parents séparés. De la demande des parents à la décision du juge. Exploitation des décisions définitives rendues par les juges aux affaires familiales au cours de la période comprise entre le 4 juin et le 15 juin 2012*, Paris, Ministère de la Justice, novembre 2013; p. 27 nous apprenons que 245 enfants sur 9 399 résident chez leur mère alors que le père avait demandé une résidence alternée, soit 2,6 %, le chiffre de pères concernés est inférieur à ce pourcentage vu la présence de fratrie; p. 40 le tableau en colonne indique que 18,8 % des pères demandent la résidence alternée, puis que 17,3 % l'obtiennent; p. 29 le tableau 17 indique les motifs du rejet de la résidence alternée, il n'y a pas de veto des mères.

85 Ibid., p. 26 et 27.

86 STARK Evan, *Coercive Control. How Men Entrap Women in Personal Life*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Depuis leur création dans les années 1970 des associations et collectifs de pères divorcés et séparés investissent les champs législatifs et médiatiques de la famille. Ils se mobilisent pour la place des pères uniquement en situation de post-conjugalité, privilégiant le thème de la victimisation et faisant de la résidence alternée la solution à ce qu'ils estiment être une discrimination des hommes dans les tribunaux. Or le système judiciaire français actuel facilite le maintien du contrôle coercitif⁸⁶ des femmes et des enfants après la séparation, voire freine le départ des femmes qui souhaitent quitter un conjoint violent. Les discours autour de l'exclusion du père peuvent influencer les pratiques des travailleurs socio-judiciaires posant comme priorité le lien entre le parent et l'enfant plutôt que sa sécurité. Il s'avère en conséquence nécessaire de se recentrer sur les conditions matérielles des femmes après la séparation, de les soutenir et de mobiliser des ressources permettant de comprendre et de prendre en considération le continuum des violences. La violence ne s'arrête pas à la séparation, bien au contraire.

Il y a cinquante ans le journaliste Robert Colin écrivait en évoquant l'assassin Fourquet : *«Au commencement, il y avait la douleur d'un père qu'un jugement provisoire de séparation a séparé de ses trois enfants, Chantal, 14 ans, Aline, 11 ans [13 ans] et Francis, 7 ans [11 ans]. Micheline, sa femme, se plaignait qu'André fût violent, excessif, jaloux. C'était sa manière d'être un bon mari, et cela ne l'empêchait pas d'être adoré de ses enfants».*

Ce mythe d'occultation de la violence masculine s'éternise et doit cesser.